

# la nouvelle lettre

Directeur de la publication : Jacques GARELLO

Commission Paritaire : 0113 K 87909 - ISSN : 1951-4727  
Dépot légal : à parution

N°1136 du 17 novembre 2012 | [www.libres.org](http://www.libres.org)  
1981-2012 | 31ème année de parution

Hebdomadaire 1,50€



## SOMMAIRE DU N°1136

**EDITORIAL** : Rassembler autour de quoi ? pp. 1-2

**CONJONCTURE** : Le maillon faible pp. 3-4

**ACTUALITÉ** : Le maillon faible de la démocratie p. 4 - Le socialisme de l'offre p. 5 - Le nouveau maître de Pékin p. 5

**CONNAISSANCE DU SOCIALISME** : p. 6-7

**LU POUR VOUS** : livres, articles et sites p. 8

## Rassembler, autour de quoi ?

Autour de rien.

Quand vous lirez ces lignes, l'UMP se sera donnée un nouveau président. Il se proclamera prêt à rassembler autour de lui toute la famille de l'opposition. Mais rassembler autour de quoi ?

Je crains, compte tenu de ce que l'on a lu et entendu ces dernières semaines, autour de rien.

On s'est en revanche beaucoup occupé de savoir autour de qui. Je dirai même : rassembler qui autour de qui ?

Rassembler qui ?

Dans ces odes au rassemblement, il y a une ambiguïté fondamentale. Le rassemblement concerne-t-il les adhérents d'un parti, ou les électeurs perdus en mai dernier ?

La composante électorale est indéniable. L'UMP veut récupérer les frontistes, les

centristes, les abstentionnistes et, accessoirement, certains gros bataillons déserteurs de ses propres troupes. Voilà pourquoi François Fillon a lancé un appel solennel à la droite, à la gauche, au centre : retrouvons nous tous ensemble pour prendre notre revanche. Voilà pourquoi l'UMP se décline en droite sociale, droite forte, droite humaniste, droite populaire, droite gaulliste, droite libérale. Tous de droite apparemment, mais avec des accents sécuritaires chez les uns (pour piper les voix du Front), des positions souverainistes chez les autres (dans la tradition gaulliste et nationaliste), des proclamations travaillistes chez d'autres encore (pour séduire à gauche et au centre), parfois même des actes de foi libérale (surprenants et d'ailleurs très approximatifs). >>

### BULLETIN D'ABONNEMENT

- s'abonne à la formule postale pour 20 numéros (35 €) ou 40 numéros (60 €)  
 s'abonne à la formule électronique (format PDF) pour 40 numéros (40 €)  
 envoie une liste de personnes pour un service gratuit de 4 numéros dans le cadre de la formule  postale ou  électronique.

Merci de libeller vos chèques à l'ordre de la SEFEL et de nous les faire parvenir à l'adresse suivante :

**SEFEL chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4**

M  Mme  Mlle  NOM..... Prénom.....

Adresse .....

Code postal ..... Ville..... Courriel .....

**sefel**

**SOCIETE D'EDITION ET DE FORMATION ECONOMIE ET LIBERTE**

Chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4 - Tél. : 01 43 80 55 18

[www.libres.org](http://www.libres.org)

## Rassemblez : autour de quoi ? (suite)

Autour de qui ?

Ces prises de position gobe tout ne font pas oublier que le nouveau Président de l'UMP voudra s'affirmer comme le leader incontesté de l'opposition. François Fillon, bien installé dans la tradition gaulliste qui veut que le parti n'ait qu'une seule ligne, n'a jamais caché ses intentions. Voilà de quoi soulager ses troupes : elles n'ont pas à s'encombrer de débats doctrinaux, puisque le gaullisme se veut pragmatique. « La doctrine du gaullisme est de ne pas en avoir » disait Michel Debré, expert en la matière. On poursuivra dans la lancée de la Vème République : godillots serviles à l'horizon.

Jean François Coppé pouvait compter sur le soutien de nombreux frondeurs. Mais curieusement, la plupart d'entre eux se sont réclamés de Nicolas Sarkozy, pourtant l'artisan essentiel de sa propre défaite, comme il l'a reconnu spontanément (mais pas trop longtemps !).

D'autre part, la motion présentée par le groupe de Jean Pierre Raffarin était assez bien rédigée pour recueillir des suffrages disparates : dans le style des textes de synthèse du parti socialiste ou radical.

“ Battre les socialistes : est-ce un programme ? ”

J'ai lu avec attention tous ces documents, j'ai entendu quelques uns des discours – pas toujours conviviaux – et j'en ai déduit que si la référence au rassemblement est fréquente et bien considérée, il importait surtout aux gens de l'UMP qu'ils apparais-

sent unis autour du leader de leur choix ; par contraste, qu'importait pourquoi on se rassemblait.

Pour quoi ?

Pour battre les socialistes, mais est-ce un programme ? C'est l'ambition de toute opposition de prendre la place de ceux qui sont au pouvoir. Dénoncer les aberrations et les dangers de la politique actuelle est chose facile. Mais que va-t-on proposer au peuple ? Quelles mesures pour regagner la confiance des Français et leur donner espoir ? Les jérémiades ne sont d'aucun secours.

“ Rupture avec le socialisme et l'étatisme ”

Donc, pour l'instant, je n'ai rien vu qui puisse ressembler de loin ou de près à un engagement doctrinal de rupture avec le socialisme et l'étatisme, et je ne vois poindre aucune réflexion sur les mesures révolutionnaires à mettre en œuvre au plus tôt : changer le système de retraites (au lieu de le bricoler), libérer le marché du travail (au lieu d'attendre de mythiques accords entre mythiques partenaires sociaux), privatiser entreprises et administrations du secteur public (au lieu de proroger le statut de la fonction publique), laisser se développer l'école privée (au lieu de changer les programmes ministériels), supprimer la progressivité de l'impôt (au lieu d'aménager des niches arbitraire), libérer l'immobilier locatif (au lieu de donner priorité au logement dit social), garantir la stabilité du cadre législatif et réglementaire (au lieu de multiplier les textes).

C'est pour quand ?

Je suis peut-être impatient. Mais je pense avoir quelque droit et quelque raison de l'être puisque depuis 1986 je n'ai jamais vu « la droite » s'engager dans quelque réforme innovante ou, ce qui revient au même, je ne l'ai jamais vu tenir ses problèmes de rupture : récemment encore 35 heures, loi SRU, ISF, grève des fonctionnaires, etc. Et je n'ose même pas évoquer les Grenelle de l'environnement et leurs suites, ou les caprices antisocialistes de Madame NKM, ni les questions éthiques et sociétales réglées au sabre par des lois « pro-choice » destructrices de vies.

Ainsi donc, une immense tâche attend maintenant l'UMP. Il faut qu'elle s'empresse de tourner la page du 18 novembre. Il faut qu'elle définisse enfin autour de quoi elle veut rassembler les Français. Engagement et choix doctrinaux sont plus importants que les choix du meneur de jeu et des équipes.

“ Tourner la page du 18 novembre ”

Le pays a besoin de programmes, pas de promesses. Nous, libéraux de la société civile, nous serons toujours présents pour donner des idées à ceux qui n'en ont pas, ou pas assez, comme nous serons présents auprès de l'opinion publique pour faire connaître et souhaiter les bienfaits d'une libération, que le pays attend en vain depuis un demi-siècle au moins.

**Jacques Gareilo**

## LE MAILLON FAIBLE

La France est-elle devenue le maillon faible de l'Europe ? Certaines pages du rapport Gallois le laissent penser. Mais, à l'étranger aussi, on s'interroge. La presse allemande titre « La France sera-t-elle la nouvelle Grèce ? » ; l'ancien chancelier Gerhard Schröder a des mots très durs pour le gouvernement actuel. Enfin, certains rats quittent le navire, tel Alain Minc, qui a déclaré dans une interview aux Echos « La France est en train de devenir le problème de l'Europe ». Cette dramatisation est paradoxale, au moment où le gouvernement annonce des mesures sur la compétitivité et où le Président se veut rassurant devant la presse internationale. Les observateurs ne seraient-ils pas mieux avisés en s'inquiétant du sort de l'Italie ou de l'Espagne ?

### « La France sera-t-elle la nouvelle Grèce ? »

Rude automne pour le gouvernement. Que l'opposition dénonce la politique suivie et l'absence de réforme, cela fait partie de la règle du jeu politique ; d'ailleurs les réformes que l'opposition réclame aujourd'hui n'ont pas été faites quand elle était au pouvoir. Que le rapport Gallois, dont la Nouvelle Lettre et Libres.org ont parlé la semaine dernière, souligne certains faiblesses dont les économistes parlent depuis trente ans, tout en occultant d'autres (comme les 35 heures !), passe encore : Monsieur Gallois n'a pas été choisi au hasard, et ne dépasse pas les bornes du politiquement correct. Mais que l'Allemagne s'inquiète, voilà qui mérite attention.

Le quotidien Bild-Zeitung, le plus gros tirage de la presse allemande, n'hésite pas à dire que la France est « en chute libre » et titre « La France sera-t-elle la nouvelle Grèce ? ». C'est l'ancien chancelier allemand, Gerhard Schröder, qui a déclenché l'attaque la plus virulente. Or il s'agit du père des réformes allemandes, mais aussi, comme membre du SPD, le parti social-démocrate allemand, de celui qui devrait être politiquement le plus proche de François Hollande : PS et SPD siègent dans le même groupe au Parlement européen.

### Schröder fait part de ses inquiétudes

Que dit l'ancien chancelier ? « Les promesses de campagne du Président français vont voler en éclats face à la situation économique ». Il dénonce le retour partiel à la retraite à 60 ans, « non finançable » et l'augmentation de la pression fiscale, qui provoquera une fuite des capitaux. De quoi alerter les marchés. Et, ajoute-t-il, « Si la France commence à avoir des difficultés à se refinancer, elle aura un vrai problème ». « Le plus grand problème réside en Espagne, en Italie, mais aussi, je le dis discrètement, en France. Cela pourrait devenir un problème qui ne serait pas mineur ». Angela Merkel est tenue à plus de réserve, mais elle n'en pense pas moins.

Ce pessimisme est-il justifié ? Après tout, les pays du sud de l'Europe sont au cœur du cyclone. Pas nous. Pas pour l'instant. La dette grecque est supérieure à la nôtre, le chômage espagnol plus élevé que le nôtre, et les marchés n'ont pas (encore) pris une grosse prime de risque qui aurait fait exploser les taux d'intérêt. Pourquoi s'inquiéter ? Pour une raison facile à comprendre : les Etats qui s'en sortent en Europe (de l'Allemagne à la Suède) sont ceux qui ont fait des réformes, depuis le marché du travail jusqu'à la baisse des dépenses publiques : le résultat est visible sur le marché de l'emploi comme

en termes de finances publiques. Les pays les plus malades, à commencer par l'Italie, économie la plus importante des pays du sud, ont entrepris des réformes courageuses, depuis la baisse des dépenses publiques jusqu'à l'ouverture des professions à la concurrence. Ils partent de loin, mais ont entrepris de vraies réformes.

### La France seule à refuser les vraies réformes

Ce qui chagrine les Allemands, c'est que la France est la seule à refuser ces vraies réformes. Ce que craint G. Schröder, c'est que cette réalité n'apparaisse brutalement et que les marchés en tirent les conséquences. Certes, on annonce une réduction du déficit budgétaire : 3% en 2013. Mais comment ? Par des hausses d'impôts, ce qui va accentuer la récession et plomber à nouveau notre budget : personne ne croit que nous serons à 3% l'an prochain, bâti de plus sur une hypothèse de croissance démentie par l'OCDE. La dette va mécaniquement augmenter, alors qu'elle atteint déjà plus de 90% du PIB. Or, nous sommes ceux dont la dette est la plus dépendante de l'étranger (à 67%, contre 5% au Japon !). La confiance dans notre capacité à rembourser est donc fondamentale, et elle peut disparaître faute de réformes. >>

## Le maillon faible (suite)

Le marché du travail est le plus rigide d'Europe. Le SMIC est à un niveau qui exclut du marché du travail les moins productifs. Les 35 heures, dont M. Gallois n'a pas eu le droit de parler, créent une rigidité artificielle de l'offre, tout en pesant sur les budgets publics. Les faux prix sont de retour, comme le montre l'exemple des honoraires des médecins. La concurrence n'existe pas pour les professions fermées, tandis que les services publics monopolistiques reviennent à la mode, on l'a vu récemment quand la SNCF a repris la main sur Réseau Ferré de France, pour couper court à toute concurrence.

Les dépenses publiques sont les plus élevées d'Europe : nous avons dix points de PIB (200 milliards) de plus de dépenses publiques que l'Allemagne; on dit que c'est pour permettre à notre système social « que le monde entier nous envie » de fonctionner ; mais sommes-nous tant satisfaits d'un système où l'on cotise de plus en plus et où l'on reçoit de moins en moins ? Allemands ou

Scandinaves sont-ils socialement beaucoup plus mal lotis que nous les sommes ?

### Qui accepte de se soigner et qui refuse

Les impôts, démotivants et désormais confiscatoires avec la super taxation à 75%, vont faire fuir ou au moins décourager les plus entreprenants ou les plus travailleurs. Qu'en pensent beaucoup de gens modestes, ceux qui jusque-là avaient des heures complémentaires défiscalisées ? Et les entreprises, elles, ont les taux de marge les plus faibles, le taux d'autofinancement le plus réduit et les charges et impôts les plus lourds.

La France n'est pas le pays le plus malade de l'Europe ; mais c'est celui qui a, avec le plus de constance, refusé toutes les réformes. La question n'est pas de savoir qui est le plus malade, mais G. Schröder la pose simplement : qui accepte les réformes et qui les refuse ? On ne redresse

pas un pays en huit jours : les réformes Schröder ont mis dix ans pour transformer l'Allemagne, jadis l'homme malade de l'Europe (à cause des coûts de la réunification), en nouveau leader.

On dira que le gouvernement a compris : le rapport Gallois lui aurait ouvert les yeux. Il pourrait aider les dirigeants à prendre conscience de nos faiblesses. Mais, d'une part, le même rapport écarte les vraies réformes (35 heures, retraites, marché du travail, fiscalité) et, d'autre part, il ne songe qu'à transférer les charges (des charges sociales vers la TVA ou d'autres impôts). Par contraste, une vraie réforme consisterait à réduire charges et impôts et à compenser cette réduction non par d'autres impôts, mais par une baisse radicale des dépenses publiques, donc par des privatisations et une réforme de notre Etat-Providence. Pourtant, le sujet reste aujourd'hui tabou. De la sorte, nous serons de plus en plus le maillon faible de l'Europe.

Jean Yves NAUDET

## Le maillon faible de la démocratie

*Faut-il s'inquiéter de l'évolution de la Russie de Poutine ?*

**S**i la France peut paraître le maillon faible de la liberté économique en Europe, la Russie est certainement le maillon faible de la démocratie. Nous avons souvent dénoncé ici même les atteintes aux droits de l'homme et aux libertés publiques : manifestations interdites, censures de spectacles, arrestations massives, emprisonnement d'opposants se succèdent et semblent même s'accélérer depuis l'élection « triomphale » de Poutine à la Présidence de la République.

Il est cependant de bon ton chez certains leaders politiques de renforcer des liens personnels avec

le maître du Kremlin. Ainsi Nicolas Sarkozy va-t-il rencontrer Poutine « avec un très grand plaisir ». Ainsi Barack Obama a-t-il officiellement accepté de se rendre à l'invitation d'une visite officielle à Moscou « pour faire progresser les relations bilatérales dans tous les domaines ». Diplomatie oblige...

**L**e ton est assez différent avec les Allemands. La Chancelière et le Président se sont rencontrés vendredi à Saint Petersburg dans le cadre du « forum russo-allemand de la société civile ». La chancelière a sans doute tenu compte d'une motion votée au Bundestag qui « constate avec une grande

inquiétude que depuis le retour du président Poutine, la Russie a pris des mesures réprimant et criminalisant des citoyens actifs ayant un engagement critique vis-à-vis du gouvernement ». Le Figaro (mercredi 14) relate aussi un incident récent : pour avoir déclaré « qu'aujourd'hui la police, la justice et les législateurs misent sur l'intimidation et la répression de la société civile », l'envoyé spécial de la Chancelière, Andreas Schockenhoff, s'est vu interdire par le gouvernement russe de s'exprimer officiellement en public. La chancelière en a été « abasourdie ».

## Le socialisme de l'offre

*Rupture avec les keynésiens ? François Hollande ne s'est pas fait que des amis*

**Q**ue retenir du discours de François Hollande que nous ne sachions déjà ? Une chose et une seule : le changement de cap vers le « socialisme de l'offre », comme on a dit.

Cela n'a pas échappé aux commentateurs, les uns s'en lamentent, les autres montent en épingle les zig-zag du Président : la relance par la politique du pouvoir d'achat, le déficit des finances publiques, ne sont pas propices à la croissance. C'est vers les entreprises qu'il faut désormais se tourner pour qu'elles embauchent et créent de la richesse.

La loi de Say, l'économie de l'offre, s'impose désormais aux dépens de la loi de Malthus, pro-

longée par Marx et Keynes, l'économie de la demande.

Il faut dire que l'on avait tellement tapé sur les entreprises depuis quelques mois que les experts en communication ont réagi. Si demeurent toujours les vilains faucons du CAC 40, les PME ont droit désormais à tous les égards. Après les avoir accusées de créer le chômage, on veut bien admettre qu'elles créent des emplois.

**C**e faisant, François Hollande rompt non seulement avec ses ministres, dont l'ineffable Michel Sapin, ministre du travail, keynésien sectaire, mais aussi avec Madame Lagarde, le FMI, et toute la troupe qui clame depuis des mois que

« l'austérité » tue la croissance. Notre Président a peut-être pris des leçons de politique économique chez la Chancelière, il a peut-être réagi aux violentes critiques de Gerhard Schröder.

**C**ette rupture sera-t-elle verbale ou durable ? Il est trop tôt pour le dire. Chez les socialistes, il y a toujours un décalage entre ce qu'ils disent et ce qu'ils font. Le projet de budget de 2013 n'a pas été modifié, or il n'est pas particulièrement favorable pour ceux qui entreprennent et réussissent. Y aura-t-il des amendements « libéraux » pour rendre enfin aux entrepreneurs justice et espoir ? Par exemple le « crédit d'impôt » n'a convaincu personne à ce jour. •

## Le nouveau maître de Pékin

*Le 18ème Congrès du PCC n'a défini aucune orientation nouvelle*

**E**xit Hu Jintao après dix ans de pouvoir absolu. Entrée en scène de Xi Jinping. On ne sait pas grand-chose du personnage. Certes il doit sa promotion à sa qualité de « fils de prince » (on désigne ainsi les descendants des compagnons de Mao, richissimes et souvent formés à l'étranger). Mais son âge lui vaut de n'avoir aucune nostalgie du communisme de combat, on dit même qu'il a été désespéré par les échecs de la Révolution Culturelle, de sorte qu'il a pu adhérer sans peine au nouveau modèle chinois.

Pour le reste, les travaux de ce 18ème Congrès ont été naturellement entourés du plus grand mystère, comme la face de ses participants. On peut cependant avancer quelques observations sur la conjoncture, et se risquer à quelques conjectures.

La conjoncture de la Chine n'est pas aussi brillante que naguère : la croissance s'est ralentie, les exportations ont ralenti vers les pays d'Amérique et d'Europe frappés par la crise. Les Chinois peuvent-ils utiliser l'énorme masse de dollars qu'ils ont accumulée pour continuer à importer de quoi satisfaire une consommation domestique toujours pressante ? L'inflation a montré le bout de son nez. Mais visiblement le gouvernement Chinois ne veut pas abandonner sa position de banquier des Etats Unis, et depuis peu de l'Europe.

**O**n entre ici dans le domaine de la conjoncture géo-politique : pourquoi accumuler tous ces dollars, pourquoi continuer à jouer la carte du libre échange ? Les dollars permettent aux Chinois d'exercer une pression permanente sur le reste du monde, de défendre leurs inté-

rêts dans un commerce mondialisé, et on ne voit pas la Chine tourner le dos à la mondialisation. Très récemment, ils ont renforcé leurs accords commerciaux avec les pays du Pacifique, les marchés du futur. Mais parallèlement, la Chine et l'Europe s'accusent mutuellement de protectionnisme (porcelaines et panneaux solaires d'un côté, automobiles de l'autre).

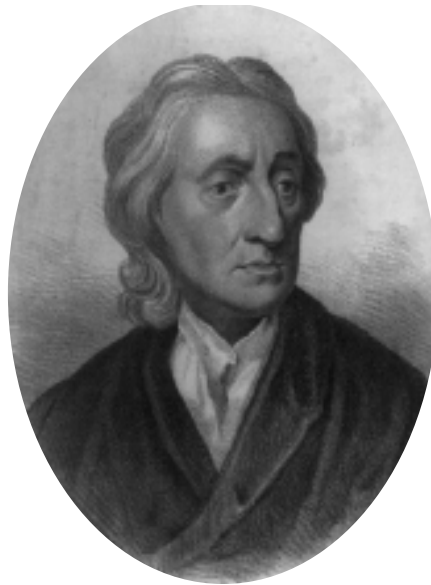
**C**ette ouverture commerciale n'est pas sans danger pour le pouvoir politique. D'une part, elle se traduit par des écarts de revenus stupéfiants, mais aussi révoltants, compte tenu de la corruption des dirigeants. D'autre part, la liberté économique offerte à une minorité sème les idées de démocratie et de liberté politique. A quand la récolte ? Pas pour demain, si l'on en juge par les images du 18ème Congrès. •

*Cette rubrique se propose de rappeler les éléments constitutifs de la pensée socialiste, afin d'en mieux comprendre les erreurs, les dangers, et de s'en tenir à l'écart : une recommandation qui s'adresse en particulier à tous ceux de la classe politique qui font du socialisme sans le savoir.*

## La négation de la propriété privée

On dit en général que le socialisme est la doctrine de la propriété collective des moyens de production. C'est l'approche classique, héritée des œuvres de Marx. Emerveillé par les perspectives de développement et de richesse ouvertes par la révolution industrielle et le machinisme, l'économiste en déduisait que ceux qui réussissaient à s'emparer du capital s'attribuaient d'un seul coup de tous les pouvoirs dans la société. Ils bénéficiaient d'une rente, prélevée sur le dos de ceux qui n'avaient pour moyen de vivre que leur travail. Ils bâtissaient une société dont les règles seraient entièrement conçues pour pronger et accentuer l'exploitation de la masse des prolétaires par le petit nombre de bourgeois propriétaires du capital. Parmi ces règles : la soumission à l'Etat et ses moyens de contrainte, la vie en famille qui éduque les enfants à la discipline et les dissuade de se révolter, la religion qui offre aux individus le rêve d'une vie meilleure, « l'opium du peuple ».

Il y a cependant une vue plus large du socialisme, qui ne se réfère pas seulement à la dimension économique de la vie en société, même si pour Marx tout revient toujours à l'économie (économisme marxiste), mais prend en compte les rela-



**John Locke**  
1632-1704

tions des hommes et des ressources terrestres. N'ont-elles pas été données en partage à l'ensemble de l'humanité ?

On trouve ce discours chez certains Pères de l'Eglise, avec l'idée de destination commune des biens. On fait aussi souvent référence au communisme des premières familles chrétiennes. Au XIXème siècle se multiplient les communautés d'harmonie. Aujourd'hui, les idées d'une économie de partage ou de communion ont un certain succès, notamment auprès des jeunes.

Les deux visions se rejoignent cependant en soutenant le projet d'une société juste ; qui exclut l'exploitation (socialisme

économique) et crée la concorde (socialisme harmonique). Cette société a su éliminer les risques d'injustice, d'inégalité et d'arbitraire inhérents à la propriété privée.

## Le « propriétaireisme »

C'est une expression de Raoul Audouin, cet économiste français disparu il y a dix ans, admirateur de Bastiat (qu'il a traduit en anglais), ami personnel de Von Mises (qu'il a traduit en français) et proche de Hayek. Il pensait que cette expression était la meilleure arme contre le socialisme, parce qu'elle était plus précise que celle de « libéralisme ».

En effet, d'Aristote à Saint Thomas, et de Locke à Bastiat, le socialisme peut et doit être condamné parce qu'il constitue une « erreur sur la nature de l'homme ». C'est d'ailleurs en ces termes que Léon XIII, auteur de la première encyclique sociale de l'Eglise Catholique condamne le socialisme d'entrée de jeu (dans son premier chapitre).

C'est en effet nier la dignité et la liberté de la personne que de ne pas reconnaître son individualité, ce qu'elle a en « propre ». Ce n'est pas la possession des biens qui est en cause, c'est la reconnaissance de la valeur de chacun d'entre nous, de ce que nous sommes, de ce que nous

créons (ou de ce que nous détruisons aussi bien). La propriété est mise en responsabilité, voilà pourquoi elle est offerte à tout homme libre.

## La propriété collective a montré ses limites

---

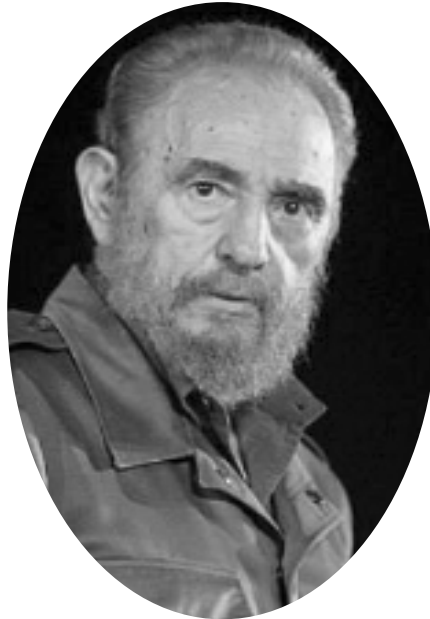
Dans un système qui prône la collectivisation, comment identifier les mérites et démérites personnels ? Quel intérêt à travailler, à créer ? Il faudra vite en venir au travail forcé, ou renoncer à toute création. C'est ce double sort qu'ont connu les peuples dans les pays communistes. Certes les socialistes prétendent que les expériences collectivistes ont toujours été entachées par la survie de scories capitalistes, héritées de l'histoire, ou instillées par la propagande étrangère. Mais qui le croit aujourd'hui ? Les Cubains eux-mêmes se résignent à restaurer la propriété privée, et voilà presque vingt ans que les Chinois en ont fait la base idéologique de leurs performances économiques !

## La sociale démocratie, est-ce du socialisme ?

---

Plus avertis, d'autres socialistes font valoir que le projet socialiste n'est pas collectiviste, et prétendent faire aller de pair propriétés privée et publique, droits de propriété et droits sociaux.

C'est d'ailleurs sous cette forme dite « édulcorée » que se présente le socialisme actuel dans les pays de l'OCDE où il est pratiqué.



Fidel Castro  
1926-

Mais comment la propriété publique, qui a échoué dans toutes ses expériences passées, peut-elle survivre dans une société de libertés ? Elle ne survit que par les subventions, les monopoles ou les privilèges : toutes interventions qui sont autant de confiscations et d'atteintes à la propriété privée.

Et comment peut-on reconnaître aux individus des droits sociaux qui ne peuvent être exercés qu'au détriment des droits de propriété ? Pour garantir le « droit à l'emploi » peut-on interdire à un entrepreneur de réduire ses effectifs au risque de fermer son affaire et de se ruiner ? Pour garantir le « droit au logement » peut-on obliger un propriétaire à louer à bas prix et à le priver du revenu qui lui permettrait d'entretenir son immeuble ?

Aujourd'hui, les prélèvements que subissent obligatoirement les Français représentent en

moyenne 57 % de leurs gains. Certes une part est une contribution à des charges publiques, un impôt pour assurer les services rendus par les administrations publiques. Mais on ne sait pas si les charges ne sont pas démesurées par rapport aux services, et le citoyen n'a pas le choix des services qu'on est sensé lui rendre : il paye le Trésor Public et l'URSSAF, il n'a qu'à s'exécuter. L'Etat Providence est donc la forme la plus actuelle, mais aussi la plus sophistiquée du socialisme, car il confisque la propriété privée.

## Le socialisme prépare la haine et la servitude

---

Ce faisant, il diffuse dans la société un sentiment d'injustice et de révolte. Ce sentiment habite ceux qui se sentent spoliés, et qui voient leurs efforts moins récompensés, voire même pénalisés (par exemple avec la progressivité de l'impôt ou les taxes sur le patrimoine et sa transmission). Mais ce sentiment habite aussi ceux qui devraient bénéficier des largesses du pouvoir, parce qu'ils pensent que tout leur est dû et qu'ils n'en ont pas assez. Eux aussi revendiquent le bien-être, et ils ne réalisent pas que l'Etat Providence les maintient dans une condition d'assistés qui les expose au chômage et à des vies médiocres.

En éliminant la propriété, le socialisme prépare la haine des peuples et les conduit vers la servitude : Hayek avait judicieusement rapproché le socialisme collectiviste de Staline et le socialisme national d'Hitler. •



## EU Energy Policy. Time to Reform

Sous la direction de Pierre Garelo

Sous la direction du Professeur Pierre Garelo, Directeur des Recherches Européennes de l'IREF, cet ouvrage rassemble quatre études consacrées à la politique énergétique en Europe. Même si l'énergie reste surtout du ressort des Etats membres, l'Europe y joue un rôle de plus en plus important, notamment à travers ses normes écologiques. Elle

assigne par exemple plusieurs objectifs aux Etats membres, parmi lesquels 20 % de baisse des émissions de CO2 et 20 % d'énergie renouvelable d'ici 2020.

Ces objectifs ont du mal à se concilier avec les problèmes de compétitivité ainsi qu'avec les divisions entre pays concernant l'exploitation du gaz de schiste.

Les deux premières études de l'ouvrage montrent clairement la confusion qui a régné au sein de l'Europe lors de la mise en place de la politique énergétique et les conséquences d'une fiscalité très lourde. Au nom de la lutte contre le réchauffement climatique, on a adopté un peu partout dans le monde des impôts et des taxes dans le secteur énergétique. D'après un Rapport de 2006 réalisé par l'OCDE, plus de 150 taxes sur l'énergie et 125 taxes sur les moteurs ont été mises en place dans les pays membres. Ces taxes représentent jusqu'à 2.5 % du PIB. L'Europe est un cas particulier, car c'est principalement un importateur d'énergie. Malgré cette dépendance, paradoxalement, Bruxelles, à travers plusieurs Directives, préfère taxer et encourager les nouvelles énergies coûteuses plutôt que de soutenir la recherche et l'exploitation des énergies fossiles.

Au nom de la lutte contre le changement climatique, on instaure une harmonisation fiscale énergétique (à la hausse), ainsi le consommateur devient-il l'otage de ces taxes. Quelques exemples : la taxe moyenne sur le pétrole dans les pays européens peut atteindre 232 %, 195 % sur le diesel, 22 % sur le gaz et 26 % sur l'électricité.

Il existe, bien entendu, des différences et des particularités. L'industrie est moins taxée que les ménages. Les taux des taxes sur l'électricité peuvent varier entre 1.09 % en Suède jusqu'à 79.61 % en Autriche. Ainsi, les taxes sur l'énergie représentent-elles au moins 74 % du total des taxes environnementales.

En dépit des impôts, la hausse de la consommation et des importations de ressources naturelles n'a cessé d'augmenter. Les importations de gaz naturel sont passées de 45.2 % en 1997 à 60.3 % en 2007 et celles de pétrole de 76 % en 2000 à 82.7 % en 2007. Par ailleurs, contrairement aux arguments des défenseurs de la fiscalité énergétique, la hausse des taxes sur l'énergie n'a pas pour autant fait baisser les taxes sur le travail.

Une étude solidement argumentée et ironique du Dr Ing. SAS Princesse Hildegard de Liechtenstein pose 19 questions (et donne 19 réponses) sur le pic pétrolier. L'auteur démontre clairement que, contrairement aux clichés médiatiques, il n'y aura pas de pic. La recherche, les nouvelles exploitations, les découvertes de nouveaux champs ainsi que l'innovation sont les principales raisons pour ne pas céder à la panique. Le marché et les individus savent beaucoup mieux que les Etats et les médias quel est l'avenir énergétique de la planète.

**Bogdan Calinescu**

EU : Energy Policy, Time to reform, IREF, 2012

L'échéance des élections de l'UMP étant passée, beaucoup de personnes vont se sentir plus disponibles, voire même plus disposées, pour faire de la politique sans pour autant adhérer à un parti. L'accompagnement de la société politique par la société civile, base de notre stratégie, est indispensable pour la diffusion et le succès des idées de la liberté.

La semaine dernière, nous avons demandé aux abonnés de la Nouvelle Lettre qui le désiraient de communiquer leurs noms et adresses postales ou courrielles à d'autres abonnés de la même ville ou du voisinage. Pour l'instant les réponses ne sont pas encore parvenues, mais n'hésitez pas à nous joindre par mail ou à l'adresse postale de la Nouvelle Lettre.

Nous allons aussi relancer une campagne d'abonnements, à laquelle vous serez associés si vous le désirez. Enfin, dès la semaine prochaine, nous porterons à votre connaissance tous les documents disponibles, les uns en vente, les autres gratuitement.

Il n'y aura pas de changement sans militantisme.

## Les Echos

### Réduire les impôts et sortir enfin de l'impasse Keynes

Le discours de François Hollande marque peut-être la fin de l'illusion keynésienne, qui a égaré les esprits depuis une dizaine d'années. On pouvait croire que l'idée de soutenir la croissance par des déficits publics avait définitivement été enterrée après le succès de la « reaganomics ». Jean Philippe Delsol, administrateur de l'ALEPS et de l'IREF, rappelle que Kennedy lui-même avait déjà préconisé une baisse des impôts, capable de donner un coup de fouet à l'économie.

Pour rompre définitivement avec Keynes, il faut une baisse des impôts, qui ne saurait en aucun cas freiner la croissance : d'une part, elle stimule les entreprises, d'autre part elle doit s'accompagner d'une baisse des dépenses publiques en acceptant la « réforme de l'Etat » qu'a évoquée François Hollande. « L'argent privé est plus efficace que l'argent public », conclut J.Ph.Delsol.

Les Echos, jeudi 15 novembre, Idées et Débats